

Proposition pour une politique étrangère belge de pointe sur les questions LGBTIQ+

A l'occasion de la formation du gouvernement fédéral belge pour 2024-2029, Forbidden Colours met en avant dans ce mémorandum une liste de propositions pour faire face à la montée en puissance des mouvements dits 'anti-genre'. Il devient urgent de prendre en considération les menaces posées par ces mouvements non seulement sur les droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+ et les droits reproductifs mais aussi sur la démocratie, l'état de droit et la sécurité intérieure.

Forbidden Colours appelle le futur gouvernement belge à mettre en place une politique étrangère de pointe sur les questions LGBTIQ+ au travers de quatre initiatives :

- **Maintenir et renforcer le rôle de la Belgique en tant que défenseur des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+ en Europe et dans le monde**
- **Prévoir une enveloppe budgétaire dédiée à la lutte contre les mouvements dits 'anti-genre' en Belgique et en Europe**
- **Assurer une protection efficace contre la désinformation et l'ingérence étrangère (FIMI) sur les questions LGBTIQ+**
- **Nommer un·e ambassadeur·rice sur les questions LGBTIQ+**

La menace grandissante des mouvements dits 'anti-genre' et 'anti-LGBTIQ+'

Pendant plusieurs décennies, l'Europe a progressé vers plus de démocratie et vers une plus grande reconnaissance des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+. Ces avancées, fortement liées entre elles, semblaient irréversibles. Et pourtant, au cours des quinze dernières années, des mouvements conservateurs, structurés au niveau mondial, se sont donnés pour mission de revenir sur ces évolutions.

Portées au niveau politique par les partis d'extrême droite ainsi que par des responsables autocratiques, les idées rétrogrades de ces mouvements contraires au respect des droits humains fondamentaux ont été appliquées en Russie, en Hongrie, en Pologne ou encore en Italie. La Belgique connaît elle aussi les attaques de ces mouvements. C'est ainsi que lors de la dernière campagne électorale, les thématiques LGBTIQ+ ont été instrumentalisées par les partis politiques d'extrême droite afin d'antagoniser les débats et de polariser la société.

La menace posée par ces mouvements dits 'anti-genre', 'anti-LGBTIQ+' et 'anti-droits' est grandissante sur l'ensemble du continent européen. Aucun pays n'échappe aujourd'hui à leurs attaques contre les droits reproductifs, les droits humains fondamentaux ou encore l'état de droit. Face à ces mouvements disposant de financements colossaux provenant d'oligarques russes aussi bien que d'églises évangéliques américaines, les organisations LGBTIQ+ se trouvent démunies à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, ces dernières doivent faire face à des attaques directes via des lois liberticides qui criminalisent les personnes LGBTIQ+ ou le simple fait d'évoquer leur existence. Elles sont également confrontées à des campagnes de désinformation et de fake news sur les réseaux sociaux contre lesquelles elles ne peuvent lutter efficacement. Enfin, ces organisations ne peuvent espérer faire avancer la reconnaissance des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+ dans un contexte où l'état de droit et la démocratie sont attaqués et remis en cause.

C'est le cas par exemple en Hongrie où le gouvernement de Viktor Orbán a adopté en 2021 une loi contre la 'propagande LGBT'. Ce pays membre de l'Union Européenne contrevient ainsi à ses engagements européens qui obligent les Etats Membres à reconnaître et protéger l'accès des personnes LGBTIQ+ à leurs droits humains. C'est la raison pour laquelle la Commission Européenne a lancé une procédure d'infraction contre la Hongrie en 2022, procédure à laquelle la Belgique a été le premier pays à s'associer en février 2023.

Les attaques contre les personnes LGBTIQ+ en Russie, en Hongrie, en Italie, en Serbie, en Géorgie ainsi qu'au Ghana et en Ouganda n'ont rien d'aléatoire. Elles sont le résultat d'actions coordonnées des mouvements dits 'anti-genre' et représentent la partie émergée de ces mouvements. Ces derniers sont toutefois actifs dans toute l'Europe et leur présence en Belgique ne peut être ignorée.

Ces mouvements se sont par ailleurs lancés dans une stratégie agressive vis-à-vis des institutions internationales telles que l'ONU afin de faire passer leurs messages et assurer la nomination de personnes issues de leurs rangs à des postes clés. La signature du 'Consensus de Genève' en 2020 illustre ces efforts [1]. Très présents aux Etats-Unis, ils sont également à l'origine du Projet 2025, un plan ultraconservateur qui pourrait être mis en œuvre suite aux élections américaines de 2024 et qui aurait un impact très négatif sur les droits des personnes LGBTIQ+ aux Etats-Unis et dans le monde.

Pour faire face à cette menace globale, le combat contre les mouvements dits 'anti-genre' nécessite de regarder les questions LGBTIQ+ sous non plus sous le seul angle de l'égalité, mais aussi sous l'angle d'une attaque coordonnée contre la démocratie et l'état de droit. Dans ce cadre, il devient impératif d'assurer un suivi réel de ces mouvements dit 'anti-genre' et de leurs activités afin de pouvoir contrer leurs actions. Cela implique de regarder les questions LGBTIQ+ dans le contexte de la politique étrangère et de la protection de la démocratie et de la sécurité intérieure, en incluant un suivi de ces mouvements et de leurs activités par les services de renseignement.

Ce que Forbidden Colours fait

Organisation belge fondée en 2019, Forbidden Colours défend les droits humains et la démocratie pour les personnes LGBTIQ+ en Europe. A l'intersection entre droits fondamentaux et sécurité démocratique, nous concentrons nos actions de plaidoyer et de terrain contre les régimes illibéraux et autocratiques qui instrumentalisent les communautés LGBTIQ+ afin d'attaquer l'état de droit et les valeurs fondamentales européennes.

Au travers des financements reçus via notre fond au sein de la Fondation Roi Baudouin, nous finançons des actions de terrain dans toute l'Europe visant à soutenir les associations LGBTIQ+ faisant face directement aux attaques des mouvements dits 'anti-genre'. Nous avons été les principaux soutiens de Budapest Pride ces dernières années, permettant à l'association hongroise de maintenir ses activités dans un contexte difficile. Nous avons aussi financé un projet de classement des établissements d'enseignement secondaire en Pologne sur la base de leur inclusion des élèves LGBTIQ+.

[1] <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n20/344/30/pdf/n2034430.pdf?token=TP8237fBK0hYLuD07J&fe=true>

Nous réalisons par ailleurs des travaux de recherche qui visent à révéler au grand jour l'organisation des mouvements dits 'anti-genre'. Nous traquons leurs activités ainsi que leurs sources de financement afin de mettre les personnes qui soutiennent ces réseaux – notamment des oligarques russes – sur les listes de sanctions de l'Union Européenne.

Nous réalisons des actions de plaidoyer dirigées vers les institutions de l'Union Européenne et les gouvernements des Etats Membres afin de les alerter sur la situation actuelle. Dans le cadre de la loi hongroise contre la 'propagande LGBT', nous avons été les premiers à dénoncer la situation et à pousser la Commission Européenne à porter la Hongrie devant la Cour de Justice de l'Union Européenne. Une fois cette étape franchie, nous avons organisé une campagne dans l'ensemble des pays de l'Union visant à obtenir le soutien d'un maximum d'Etats Membres à la procédure. Après deux mois d'efforts, nous avons convaincu 16 Etats Membres ainsi que le Parlement Européen à se joindre à la procédure, faisant de cette action en justice le plus grand procès en droits humains de l'histoire de l'UE.

En 2023, avec le soutien du ministère des affaires étrangères belge, nous avons lancé 'United 4 Diversity' un réseau d'acteurs des questions LGBTIQ+, de la démocratie et de l'état de droit ayant pour mission de coordonner la lutte contre les mouvements dits 'anti-genre' en Europe. Etant donné l'importance des liens transatlantiques sur ces questions, nous avons étendu ce réseau aux acteurs américains au travers d'un séminaire organisé avec eux à Washington en février 2024. Plus d'une centaine d'organisation sont aujourd'hui impliquées dans ces réseaux.

Dans l'année qui vient de s'écouler, nous avons collaboré avec le Service Européen d'Action Extérieure (SEAE) afin de contribuer à leurs efforts pour lutter contre la Manipulation de l'Information et Ingérence Etrangères (en anglais **Foreign Information Manipulation and Interference** – FIMI). Le SEAE a publié en octobre 2023 un rapport dédié aux actions de FIMI ciblant les personnes LGBTIQ+ [2]. Ce rapport met en avant les activités des mouvements dits 'anti-genre' en termes de désinformation.

Ce que nous attendons de vous

En tant que parlementaire belge, il est de votre devoir de poursuivre les efforts entrepris ces dernières années par la Belgique pour la défense des droits humains des personnes LGBTIQ+ et pour la défense de la démocratie.

[2] FIMI targeting LGBTIQ+ people, EEAS, 23 October 2023. https://www.eeas.europa.eu/eeas/fimi-targeting-lgbtqi-people_en

Dans ce cadre, il est important d'agir avant tout au niveau européen où la menace est grandissante, afin de disposer d'une réelle crédibilité pour porter ces efforts au niveau mondial. En effet, l'Europe n'est plus dans une position qui lui permet de donner des leçons au reste du monde sur ces questions. Etant donné l'interconnexion globale des mouvements dits 'anti-genre' notamment entre l'Europe et l'Amérique, il est essentiel d'agir de manière concertée sur ces thématiques et de les intégrer pleinement à la politique étrangère de la Belgique.

La Chambre a adopté ces dernières années différentes résolutions contribuant à marquer le soutien de la Belgique aux communautés LGBTIQ+ en Europe et dans le monde. En juillet 2020, une résolution était adoptée concernant les zones dites 'anti-LGBT' en Pologne [3]. En janvier 2021, c'est une résolution relative à la défense des droits des personnes LGBTIQ+ au sein du Conseil de l'Europe qui était adoptée [4]. Une résolution sur la situation en Hongrie en lien avec la loi contre la 'propagande LGBT' et l'action en justice de la Commission Européenne a été adoptée en janvier 2023 [5]. Enfin, en février 2020 et mars 2024, la Chambre a adopté deux résolutions concernant la situation des personnes LGBTIQ+ en Ouganda [6-7].

Depuis plusieurs années, la Belgique s'est ainsi positionnée à l'avant-garde des combats contre les mouvements dits 'anti-genre' sur la scène internationale en en faisant une composante essentielle de sa diplomatie. Il nous semble important que ce positionnement soit maintenu à l'avenir et que des moyens soient débloqués pour permettre à la Belgique de jouer un rôle de premier plan sur ces questions.

Les tentatives de désinformation et d'ingérence étrangère sur les thématiques LGBTIQ+ ainsi que les actions des réseaux des mouvements dits 'anti-genre' sur le territoire belge doivent être suivies par les services de renseignement. Nous attendons que vous soyez vigilant·e sur ces questions.

[3] DOC 55 0972/007, <https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/55/0972/55K0972007.pdf>

[4] DOC 55 0467/005, <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/0467/55K0467005.pdf>

[5] DOC 55 2103/006, <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/2103/55K2103006.pdf>

[6] DOC 55 0847/009, <https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/55/0847/55K0847009.pdf>

[7] DOC 55 3295/007, <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/3295/55K3295007.pdf>

Nos quatre propositions d'action

La lutte contre les mouvements dits 'anti-genre' ne se limite pas aux questions d'égalité ou à la lutte pour la décriminalisation des personnes LGBTIQ+. Il s'agit de regarder les questions LGBTIQ+ sous le prisme des relations internationales et de leur intersection profonde avec les questions de préservation de la démocratie et de l'état de droit. A ce titre, nous formulons quatre propositions concrètes que nous vous appelons à soutenir et à mettre en œuvre.

1 – Maintenir et renforcer le rôle de la Belgique en tant que défenseur des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+ en Europe et dans le monde

Nous attendons que la Belgique maintienne son rôle en tant que défenseur des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+. Cela couvre différentes actions à poursuivre et à développer telles que :

- Dénoncer les infractions aux valeurs de l'UE et demander à la Commission Européenne de lancer des procédures d'infractions contre les Etats Membres qui ne respectent pas ces valeurs.
- S'assurer que la Belgique se prononce en faveur de plus de compétences données à l'Union Européenne pour lutter contre les discriminations subies par les personnes LGBTIQ+ et soutenir les efforts de la Commission Européenne dans ce domaine.
- S'assurer que les ambassades belges soutiennent les communautés LGBTIQ+ dans les pays où leurs droits fondamentaux sont contestés et menacés. Ce soutien peut aussi être apporté aux victimes de poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP en anglais).
- Soutenir les organisations de la société civile qui luttent contre les mouvements dits 'anti-genre' au niveau européen et international.

2 – Prévoir une enveloppe budgétaire dédiée à la lutte contre les mouvements dits 'anti-genre' en Belgique et en Europe

Les financements belges de soutien aux associations LGBTIQ+ sont morcelés entre le niveau fédéral et le niveau régional. Par ailleurs, les financements sont presque exclusivement dédiés à soutenir des actions visant à promouvoir l'égalité pour les communautés LGBTIQ+.

Dans le contexte actuel du développement des mouvements dits 'anti-genre', il convient d'avoir une approche plus stratégique de la lutte pour le soutien aux communautés LGBTIQ+. Si les financements pour des actions locales visant le soutien à l'égalité doivent être préservés, il est impératif de mettre en place des financements visant précisément à la lutte contre les mouvements dits 'anti-genre'. Ces financements doivent permettre à des associations belges travaillant au niveau européen et international de financer leurs activités et des projets ayant pour but de contrer les attaques des mouvements dits 'anti-genre'.

De telles actions limitant l'influence et l'impact de ces mouvements permettraient alors de faciliter le travail et les actions des associations œuvrant plus d'égalité au niveau local ou régional. En effet, ces dernières n'ont généralement ni l'expertise ni les moyens de se prémunir efficacement contre les attaques des mouvements dits 'anti-genre'.

Les actions à financer sur cette nouvelle enveloppe budgétaire qui pourrait être commune au niveau fédéral et régionaux recouvriraient des travaux de recherche sur les mouvements dits 'anti-genre' et leur structuration en Belgique et en Europe. Il s'agirait également de mettre en place des outils permettant de repérer les tentatives de FIMI et d'y répondre.

3 – Assurer une protection efficace contre la FIMI sur les questions LGBTIQ+

La désinformation et l'ingérence étrangère sur les questions LGBTIQ+ sont en constante augmentation et doivent être combattues. Agir contre ces fléaux requiert de suivre l'exemple du Service Européen d'Action Extérieure en portant ce sujet auprès des acteurs concernés : ministère des affaires étrangères, ministère de l'intérieur et services de renseignement.

Il devient capital de sortir les questions LGBTIQ+ du seul angle de l'égalité et d'y voir ce que ces questions révèlent : une lutte contre nos valeurs fondamentales de respect des droits humains, l'état de droit et de la démocratie et une menace pour la sécurité nationale.

La lutte contre la FIMI implique alors que d'autres branches du gouvernement, de l'Etat et de l'administration se saisissent de ces questions afin de sanctionner les groupes et les individus qui, depuis l'étranger, menacent la démocratie belge. Il s'agit également de développer des méthodes et des outils qui permettent de contrer les flux de désinformation, en lien avec les actions mentionnées au point précédent.

4 – Nommer un·e ambassadeur·rice sur les questions LGBTIQ+

La nomination d'un·e ambassadeur·rice sur les questions LGBTIQ+ aurait un double impact. Premièrement, cette nomination permettrait un affichage clair de l'engagement de la Belgique pour la défense des droits des personnes LGBTIQ+ sur la scène internationale.

Deuxièmement, cet·te ambassadeur·rice pourrait agir en tant que point de contact et de coordination au sein du service public fédéral pour la lutte contre les mouvements dits 'anti-genre', notamment entre le ministère des affaires étrangères et les services de renseignement, en lien avec le point précédent sur la lutte contre la FIMI.

Cet·te ambassadeur·rice agirait aussi comme un point de contact et d'expertise pour toutes les ambassades et représentations belges sur les questions de soutien aux communautés LGBTIQ+ et de lutte contre les mouvements dits 'anti-genre'. Son rôle permettrait d'assurer une prise en compte de ces thématiques dans tous les aspects de la politique étrangère belge.

Enfin, l'ambassadeur·rice assurerait une coordination des actions de la Belgique sur ces questions avec ses homologues dans d'autres pays.